

**Assemblée générale**

Distr. générale
28 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante et unième session,
29 août-2 septembre 2011**

N° 26/2011 (République arabe syrienne)

Communication adressée au Gouvernement le 8 avril 2011

Concernant: Muhannad Al-Hassani (ci-après M. Al-Hassani)

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Muhannad Al-Hassani est un ressortissant syrien né en 1966. Il est avocat, représente les défenseurs de la démocratie en République arabe syrienne et fait partie des défenseurs des droits de l'homme qui agissent en faveur des prisonniers politiques. Ancien membre de la Commission internationale de juristes, il a été lauréat du prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits de l'homme en 2010. M. Al-Hassani est également le Président et le fondateur de l'Organisation syrienne de défense des droits de l'homme (Sawasiyah), une organisation que le Gouvernement syrien a déclarée illégale. Cette organisation détecte les violations des droits de l'homme commises en Syrie et publie régulièrement des communiqués de presse critiquant la Cour suprême de sûreté de l'État, juridiction d'exception établie en vertu de la loi sur l'état d'urgence et portant sur «toutes les personnes, civiles ou militaires, quel que soit leur rang ou leur immunité» (art. 7 du décret législatif n° 47).

4. Le 28 juillet 2009, M. Al-Hassani a été arrêté à Damas par des agents des services de renseignements syriens. On ignore si un mandat ou toute autre décision émanant d'une autorité publique et justifiant son arrestation lui a été présenté.

5. Il est signalé que quelques jours avant son arrestation, M. Al-Hassani suivait l'une des sessions de la Cour suprême de sûreté de l'État. D'après les renseignements reçus, M. Al-Hassani a été attaqué par un employé de la Cour agissant sur l'ordre du Procureur général. Cet employé s'est emparé des notes de M. Al-Hassani et a détruit ses autres documents. Le lendemain, M. Al-Hassani a reçu un appel téléphonique émanant d'agents des services de renseignements syriens, qui le convoquaient dans leurs locaux du quartier al-Hateeb de Damas. Les 26 et 27 juillet 2009, il a subi plusieurs interrogatoires successifs.

6. Le 30 juillet 2009, M. Al-Hassani a été officiellement accusé par le parquet d'affaiblir «le prestige» de l'État et «le sentiment national» en vertu des articles 285, 286 et 287 du Code pénal syrien. Par la suite, en septembre 2009, des poursuites ont été engagées contre lui en vertu de l'article 275 du Code pénal syrien pour avoir «établi des liens illégaux avec l'étranger». D'après les renseignements reçus, le Service syrien des renseignements généraux a affirmé que M. Al-Hassani avait perçu des indemnités du Centre Al-Andalus, une organisation égyptienne de défense des droits de l'homme financée par le National Fund for Democracy qui, selon le Service des renseignements généraux, serait sous le contrôle du Congrès des États-Unis.

7. D'après les informations reçues, M. Al-Hassani a été placé dans une petite cellule de l'aile 7 de la maison d'arrêt d'Adra, au nord-est de Damas, cellule qu'il doit partager avec 70 prisonniers. Il serait obligé de dormir par terre et ne serait pas autorisé à parler avec les autres détenus.

8. Le 28 octobre 2009, l'enquête judiciaire a été close et le magistrat chargé de l'instruction a renvoyé M. Al-Hassani au deuxième tribunal correctionnel de Damas sous l'inculpation «d'actes visant à affaiblir le sentiment national» (art. 285 du Code pénal

syrien), de diffusion «de déclarations fausses ou exagérées visant à affaiblir le sentiment national» (art. 286) et de «diffusion d'informations fausses ou exagérées à l'étranger et d'informations nuisant au prestige ou aux finances de l'État» (art. 287). Les avocats de M. Al-Hassani ont fait appel de ce renvoi. Le 8 février 2010, la cour d'appel a confirmé le renvoi de M. Al-Hassani au titre des chefs d'accusation cités.

9. D'après les informations reçues de la source, lors du procès, les éléments de preuve produits par l'accusation de M. Al-Hassani consistaient exclusivement en trois rapports secrets du Service des renseignements généraux. M. Al-Hassani n'aurait pas eu accès à ces rapports et le juge qui présidait l'audience n'aurait pas demandé d'éléments de preuve supplémentaires à l'accusation.

10. Lorsqu'il a comparu devant le deuxième tribunal correctionnel de Damas le 18 février 2010, M. Al-Hassani a nié avoir commis quelque crime ou reçu quelque indemnité que ce soit, et il a soutenu que les rapports et les articles publiés par Sawasiyah étaient véridiques et crédibles. M. Al-Hassani et ses avocats ont présenté des éléments prouvant l'innocence de ce dernier et appelé 11 témoins à témoigner. Le juge qui présidait l'audience aurait refusé d'autoriser tous les témoins cités par M. Al-Hassani à témoigner et n'aurait pas tenu compte des éléments de preuve présentés par la défense. La source affirme que les renseignements qu'elle a communiqués ont été confirmés par des observateurs internationaux qui s'étaient rendus à Damas pour surveiller le procès de M. Al-Hassani, notamment par ceux dépêchés par la Commission internationale de juristes et la Fédération internationale des droits de l'homme.

11. Le 27 septembre 2010, la Chambre correctionnelle de la Cour de cassation a rejeté l'appel présenté par les avocats de la défense et confirmé la condamnation du 23 juin 2010.

12. D'après les informations reçues, M. Al-Hassani est depuis lors exposé en permanence au risque de subir des sévices et des mauvais traitements à la prison d'Adra. Il est indiqué que fin d'octobre 2010, il a été attaqué par un autre prisonnier qui venait d'être transféré dans sa cellule. Ce prisonnier a attaqué M. Al-Hassani alors qu'aucune présentation ni communication n'avait eu lieu entre eux. L'attaquant aurait scandé des slogans nationalistes tout en battant M. Al-Hassani avec un outil pointu en métal. D'après la source, cela autorise à penser que les autorités pénitentiaires étaient complices de cette agression. M. Al-Hassani a failli perdre la vue car il a reçu une profonde entaille au front qui a nécessité 10 points de suture et entraîné une importante cyanose à l'œil gauche. Il reste détenu dans la même cellule que son agresseur.

13. D'après la source, les accusations portées contre M. Al-Hassani sont la conséquence directe de son action en faveur des droits de l'homme, en particulier des travaux qu'il a publiés sur la Cour suprême de sûreté de l'État, et de sa participation à une campagne d'information sur la mort d'un prisonnier syrien qui était détenu par les autorités. M. Al-Hassani s'était interrogé sur les circonstances de la mort de ce prisonnier et avait affirmé qu'il y avait lieu de penser que le décès avait été provoqué par des actes de torture.

14. D'après la source, en refusant de reconnaître que Sawasiyah était une organisation légitime et en interdisant à M. Al-Hassani de voyager pendant les cinq années qui ont précédé son arrestation, les autorités syriennes ont violé le droit de M. Al-Hassani de participer aux travaux d'organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme.

15. La source signale que M. Al-Hassani était visé par une interdiction de voyager instaurée cinq ans avant son arrestation et considérée par la source comme contraire au paragraphe 2 de l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il est également signalé qu'après la création de Sawasiyah en 2004, les autorités syriennes ont menacé M. Al-Hassani de poursuites judiciaires et d'emprisonnement et ont surveillé son courrier électronique et ses appels téléphoniques.

Réponse du Gouvernement

16. Dans la communication qu'il a adressée au Gouvernement le 8 avril 2011, le Groupe de travail a indiqué qu'il apprécierait que le Gouvernement lui fournisse dans sa réponse des renseignements détaillés sur la situation actuelle de M. Al-Hassani et précise les dispositions juridiques justifiant le maintien de ce dernier en détention, en indiquant en particulier leur conformité avec les articles 19 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et les articles 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Un rappel a été envoyé le 10 juin 2011.

17. La réponse du Gouvernement a été reçue le 13 juillet 2011. Le Gouvernement y accuse réception de la lettre du Groupe de travail et indique qu'il a fourni des renseignements détaillés sur l'affaire de M. Al-Hassani dans ses notes verbales datées du 3 novembre 2010 et du 29 juillet 2010.

18. Dans une communication datée du 4 août 2011, le Groupe de travail a donné suite à la réponse du Gouvernement syrien en apportant les précisions ci-après. La note verbale du 3 novembre 2010 répondait à une communication conjointe datée du 6 juillet 2010 du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. La note verbale datée du 29 juillet 2010 répondait à une communication conjointe datée du 6 juillet 2010 du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. Le Groupe de travail a ajouté qu'il serait tenu compte du contenu de ces notes verbales lorsque l'affaire serait examinée.

19. Ayant examiné l'affaire et les renseignements soumis par le Gouvernement, le Groupe de travail ajoute que sa communication adressée au Gouvernement le 8 avril 2011 contenait des allégations spécifiques auxquelles il n'est répondu dans aucune des deux notes verbales du Gouvernement relatives à M. Al-Hassani datées du 3 novembre 2010 et du 29 juillet 2010. Le fonctionnement de différents organes conventionnels et procédures spéciales prévoit qu'un gouvernement peut être approché par plus d'un mécanisme au sujet du traitement d'une personne voire, dans certains cas, à plusieurs reprises par chacun de ces mécanismes au sujet d'une seule et même personne.

20. Il est fait référence à la procédure d'appel urgent. Comme d'autres organes conventionnels et mandats au titre des procédures spéciales, le Groupe de travail a élaboré une procédure d'appel urgent qui s'applique principalement aux affaires dans lesquelles ont été formulées des allégations suffisamment fiables permettant de croire qu'une personne pourrait être arbitrairement détenue et que le facteur temps est déterminant dans le cas des violations alléguées sachant qu'elles pourraient provoquer des pertes humaines, mettre en danger des vies humaines ou encore causer ou être sur le point de causer aux victimes un préjudice très grave si la détention se prolongeait. Le Groupe de travail souligne que lorsqu'il considère de telles communications, les appels urgents pour motif humanitaire ne permettent en rien de préjuger de ses conclusions finales pour ce qui est de savoir si la privation de liberté est arbitraire ou non, sauf dans les cas où le Groupe de travail a déjà établi le caractère arbitraire de cette privation de liberté.

21. Le Gouvernement a ajouté dans sa réponse du 13 juillet 2011 que M. Al-Hassani avait été condamné à trois ans d'emprisonnement pour avoir enfreint le droit syrien. Il renvoie à l'explication fournie dans les notes verbales datées du 3 novembre 2010 et du 29 juillet 2010, ainsi qu'à la réponse du Gouvernement datée du 23 février 2010, envoyée en réponse à l'appel urgent de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Dans les notes verbales, il est expliqué que l'arrestation et le jugement n'ont «rien à voir avec les activités que M. Al-Hassani aurait menées pour défendre les droits de l'homme et sont plutôt liés au fait qu'il a commis des actes qui constituent des crimes en droit syrien».

Le Gouvernement ajoute que «la responsabilité d'évaluer ces actes et de déterminer s'ils constituent ou non des délits revient à la justice syrienne, qui a le dernier mot en la matière et rend ses conclusions en tant qu'institution fermement établie garantissant aux parties un procès équitable devant des tribunaux impartiaux de différents degrés de juridiction».

22. Le Gouvernement a souligné dans sa réponse datée du 13 juillet 2011 que «la Syrie connaît actuellement des réformes politiques, économiques et sociales majeures», dont la levée de l'état d'urgence, l'abolition de la Haute Cour de sécurité de l'État et une amnistie générale visant les crimes commis avant la date du 30 mai 2011.

23. Le Gouvernement a également informé le Groupe de travail qu'en vertu de cette amnistie, M. Al-Hassani «est désormais un homme libre».

Délibération

24. Dans la présente affaire, il s'agit tout d'abord de savoir si la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 19 (liberté d'opinion et d'expression) et 20 (liberté de réunion et d'association pacifiques) de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les articles 19 (liberté d'opinion et d'expression), 21 (droit de réunion pacifique, liberté de réunion et d'association pacifiques) et 22 (droit de s'associer librement avec d'autres) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

25. Le Groupe de travail renvoie aux observations finales du Comité des droits de l'homme relatives à la République arabe syrienne datées du 15 septembre 2006, dans lesquelles le Comité s'est dit «préoccupé par les obstacles imposés à l'enregistrement et à la liberté d'activité des organisations non gouvernementales pour les droits de l'homme dans l'État partie et par les mesures d'intimidation, le harcèlement et les arrestations dont les défenseurs des droits de l'homme font l'objet» (CCPR/CO/84/SYR, par. 12). Le Comité a également estimé que la République arabe syrienne «devrait d'urgence prendre des mesures pour modifier tous les textes qui restreignent l'activité de ces organisations, en particulier la loi sur l'état d'urgence, qui ne doit pas servir d'excuse pour réprimer des activités ayant pour but la promotion et la protection des droits de l'homme. L'État partie devrait garantir que sa loi et sa pratique permettent à ces organisations d'exercer librement leurs activités.».

26. Le Groupe de travail renvoie également aux déclarations exprimant des préoccupations, qui figurent dans la communication datée du 6 juillet 2010, établie conjointement par le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et dans la communication conjointe datée du 6 juillet 2010 du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

27. Le Groupe de travail s'est penché sur le lien entre la détention de M. Al-Hassani et l'exercice par ce dernier de ses droits fondamentaux à la liberté d'expression et d'association, en particulier dans le cadre de son travail de défenseur des droits de l'homme. La source affirme que la détention résulte directement de ce travail et n'a pas d'autre fondement. La réponse du Gouvernement est utile en ce qu'elle fournit des dates, décrit des aspects formels des procédures judiciaires et les autres étapes ayant conduit à la détention de M. Al-Hassani. Toutefois, les points abordés ne sont pas ceux qui sont contestés et la réponse ne fournit aucun renseignement supplémentaire qui aiderait à évaluer les allégations formulées par la source.

28. La source a répertorié les travaux importants entrepris par M. Al-Hassani en tant que défenseur des droits de l'homme. Le Gouvernement n'a pas répondu aux présomptions selon lesquelles la détention de M. Al-Hassani résulterait de l'exercice des droits et des libertés cités précédemment et de ses activités de défenseur des droits de l'homme. À cet

égard, il ne suffit pas d'établir la liste des jugements et autres décisions. Le Groupe de travail aurait besoin de renseignements réfutant directement les affirmations selon lesquelles des garanties en matière de droits de l'homme ont été violées.

29. Le Gouvernement n'a pas répondu à la présomption de préjudice d'une manière qui permette au Groupe de travail de parvenir à d'autres conclusions que celles selon lesquelles la détention de M. Al-Hassani résulte de l'exercice par celui-ci de ses droits et libertés énoncés au paragraphe 24 ci-dessus et de ses travaux de défenseur des droits de l'homme, et la limitation de ces droits sans fondement. En conséquence, la privation de liberté arbitraire de M. Al-Hassani relève de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

30. De surcroît, le Groupe de travail a considéré que la violation des normes internationales pertinentes relatives à la garantie d'un procès équitable énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques est d'une telle gravité que la privation de liberté prend un caractère arbitraire. Il a considéré que le contenu de la note verbale du Gouvernement datée du 3 novembre 2010 concernant l'appel urgent lancé par des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, dans lequel il est indiqué que «la défense de M. Al-Hassani a demandé qu'un certain nombre de personnes soient entendues en tant que témoins afin qu'elles puissent nier son intention criminelle. Le tribunal a rejeté cette demande car le tribunal est seul compétent pour interpréter l'intention criminelle. Les éléments de preuve disponibles contre M. Al-Hassani étaient des documents écrits prouvant irréfutablement sa mauvaise foi et son intention criminelle et se passaient d'interprétation et d'explication.». Le Groupe de travail ne considère pas que les informations fournies par le Gouvernement sont suffisantes pour réfuter la présomption de violation de l'alinéa e du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En conséquence, la détention de M. Al-Hassani relève aussi de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

31. Le Gouvernement a informé le Groupe de travail que M. Al-Hassani bénéficiait de mesures d'amnistie. Le Groupe de travail comprend que M. Al-Hassani a été ou va être libéré. Dans la mesure où la détention de M. Al-Hassani représente une violation des obligations internationales en matière de droits de l'homme, la principale manière d'y remédier consisterait à le libérer immédiatement. Dès que la libération de M. Al-Hassani aura été effectuée conformément aux informations soumises par le Gouvernement, la principale réparation consistera à rendre effectif le droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Les raisons qui pourraient être invoquées pour justifier la détention de M. Al-Hassani ne sauraient être utilisées pour rejeter une demande d'indemnisation.

Avis et recommandations

32. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Al-Hassani est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9, 10, 11, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9, 14, 19, 21 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

33. Le Groupe de travail demande au Gouvernement de la République arabe syrienne de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation, notamment en fournissant une réparation adéquate à M. Al-Hassani après sa libération.

[Adopté le 30 août 2011]